

**C**e week end du 24 au 26 Mars dans le Poitou fut marqué par la manifestation accueillie par une extrême violence par les forces de l'ordre, mais on a peu entendu parler de ce qui s'est passé à Melle la veille et le lendemain : des rencontres, conférences, débats autour des luttes nationales et internationales pour la préservation de l'eau. Des moments forts rendus possibles grâce à l'engagement de la Ville de Melle, qui a mis ses locaux à la disposition des organisations. Tables rondes, ciné-débats, balades naturalistes ...ont aussi rythmé cette fin de semaine.

Je vais rendre compte des moments auxquels j'ai pu participer qui concernent particulièrement les luttes à travers le monde pour la préservation de l'eau.

Deux tables rondes le vendredi soir

**- Regards intercontinentaux sur les luttes paysannes, pour les terres et les enjeux liés à l'eau.** Etaient invité.e.s : Morgan Ody, paysanne dans le Morbihan, représentant Via Campesina, Massa Koné (Mali), membre de la Convergence malienne contre les accaparements de terres (CMAT), Marie-Pierre Répécaud, représentante de la Confédération Paysanne, paysanne en Isère.

Morgane a présenté présente Via Campesina : 182 organisations dans 81 pays, qui représentent environ 200 Millions de personnes. L'organisation peut témoigner de l'inégale répartition de l'eau dans toutes les régions du monde. Le capitalisme s'accapare les terres, de plus en plus, et dans les pays du sud cela est directement lié à la colonisation, les cultures de cacao, café, huile de palme, hévéa, etc. Les multinationales s'accaparent l'eau et les terres contre l'intérêt des populations locales. Aujourd'hui des nouvelles cultures continuent ces accaparements, par exemple au Maroc l'eau est accaparée par les cultures de fruits et légumes (ndI encouragées par les ALE, dans ce cas il s'agit de l'ALECA) et ces cultures viennent en concurrence avec les maraîchers en France. Via Campesina lutte pour que chacun.e, puisse manger correctement. Aujourd'hui 1 personne sur 10 dans le monde ne mange pas à sa faim.

Via Campesina est engagée pour la paix. Son slogan "Mondialisons l'espoir, mondialisons la lutte". Elle s'engage et soutient toutes les luttes autour de accaparement de l'eau, elles sont multiples dans le monde : Israël/Palestine ; en Égypte ; Iran/Irak...les femmes indigènes au Pérou...

Marie Pierre a témoigné sur la situation en Isère. On y fait aussi le constat de la diminution des quantités d'eau douce accessibles. La politique nationale encourage la rétention d'eau aussi dans cette zone. Plus globalement en France on constate que 93 % des surfaces agricoles ne sont pas irriguées. Il y a une réelle nécessité de remettre à plat une politique de la gestion de l'eau.

Mata a présenté la situation en Afrique. Ce continent est naturellement rural. Historiquement les villages se sont toujours

installés là où il y avait de l'eau. Avant la colonisation, il y avait une gestion locale des terres, la colonisation a bouleversé cette situation de répartition villageoise et a imposé ses propres règles de "propriété" avec la complicité bienveillante des édiles locales. Après la colonisation les choses ne sont pas revenues comme avant, bien au contraire. A ce moment là, plus rien n'appartenait aux africain.e.s. Pour la CMAT, c'est un hold up organisé par les élites locales au bénéfice des multinationales. Après avoir pollué les fleuves et rivières, les exploitations minières, les entreprises puisent dans les nappes phréatiques (eau plus saine à priori) avec l'assentiment des gouvernements qui n'ont jamais rien organisé pour garantir l'accès à une eau saine aux populations. Les populations se retrouvent alors à devoir utiliser l'eau de surface plus exposée aux pollutions diverses. Les paysans se sont organisés pour lutter, pour que l'eau reste un bien commun et ne soit pas privatisée. Le pillage de l'eau ruine l'agriculture paysanne.

A l'issue du Forum Alternatif Mondial de l'eau qui s'est tenu à Dakar en 2022, la déclaration finale du FAME a réaffirmé que l'eau est un patrimoine commun et un droit universel. Il y a une crainte que les mégabassines s'exportent en Afrique.

Tou.te.s les trois ont exprimé le fait que le capitalisme s'accapare les terres et l'eau. Dans les pays du sud ceci est en lien avec la colonisation. Elles ont fait le lien avec les luttes écoféministes : ce sont les femmes qui permettent l'agriculture vivrière, qui elle-même permet la souveraineté et la sécurité alimentaires. Le soulèvement de femmes indigènes au Pérou a été cité en exemple.

Un lien a également été fait avec les dettes : elles obligent les pays du sud à exporter pour rembourser les prêts. Ils se sentent obligés de maintenir des cultures d'exportations au détriment de l'agriculture vivrière.

Par ailleurs il a été souligné la nécessité de globaliser les thématiques. Lors des COP dans lesquelles on ne

parle que climat, il a été refusé d'intégrer l'agroécologie pour lutter contre le dérèglement climatique. Pourtant cela serait en faveur et du climat et de l'agriculture paysanne !

**- Alliance internationaliste des mouvements populaires et autochtones pour la défense des droits à l'eau**

Etaient invité.e.s Manuela Royo historienne et avocate chilienne, porte-parole du MODATIMA, Layla Staats Membre de la Première Nation Mohawk au Canada et réalisatrice du film "Blood and water", Juan Pablo Gutierrez, défenseur des droits de l'homme, professeur d'études décoloniales, activiste et délégué international de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC) et du peuple autochtone Yukpa.

Cette conférence concernait les luttes des populations autochtones qui représentent 4 % de l'humanité et maintiennent 80 % de la biodiversité.

Layla Staats est issue des populations autochtones du Canada que les colons ont tenté d'acculturer en internant les enfants dans des pensionnats pour leur inculquer la culture coloniale. Elle souligne que depuis 500 ans l'eau est polluée par la déforestation, l'extractivisme, les industries ... Pour les personnes

